



## ARRETÉ

de restriction des usages ou de suspension des prélèvements d'eau  
dans le département du Morbihan pour faire face aux conséquences  
de la sécheresse et au risque de pénurie d'eau

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment Livre II – Titre 1<sup>er</sup> : Eaux et milieux aquatiques, notamment les articles L.211-3, L.211-8, L.214-18, L.215-10, et R.211-66 à R.211-70 ;
  - VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2215-1 et les articles R.2212 à 2215 ;
  - VU le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;
  - VU le code pénal et notamment les articles L.131-13 et R.610-1 ;
  - VU le code de la santé publique et notamment son livre III ;
  - VU le code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure ;
  - VU le code rural et de la pêche maritime ;
  - VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin de Loire-Bretagne, préfet de la région Centre, du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesure sur le bassin Loire-Bretagne ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 portant approbation du SAGE Vilaine ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2014 portant approbation du SAGE Blavet ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 portant approbation du SAGE Ellé – Isole – Laïta ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant approbation du SAGE Scorff ;
  - VU la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2017 déclarant la situation d'état d'alerte – Seuil de niveau 1 pour le département du Morbihan, prolongé jusqu'au 30 avril 2017 ;
  - VU l'avis du comité sécheresse du 25 avril 2017 ;
- CONSIDÉRANT** que les débits des cours d'eau du département sont inférieurs aux normales de saison depuis plusieurs mois ;
- CONSIDÉRANT** que les prévisions météorologiques annoncées ne permettront pas de recharger efficacement les nappes souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient , afin d'éviter des risques de pénurie en eau potable et de dégradation de la qualité de l'eau distribuée dans le département du Morbihan, si les conditions actuelles de débits des cours d'eau, de pluviométrie et de demande en eau potable perdurent, de réglementer certains usages et les débits réservés des cours d'eau ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Morbihan

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>: Objet**

Le département du Morbihan reste placé en état d'alerte sécheresse - seuil de niveau 1

### **ARTICLE 2 : Mesures de gestion coordonnées des prélèvements**

La direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) coordonne en tant que de besoin, les prélèvements destinés à l'alimentation en eau potable afin d'équilibrer notamment les stocks disponibles dans les retenues, entre les principaux producteurs d'eau potable : Eau du Morbihan, Lorient Agglomération, Vannes, et l'Institution d'Aménagement de la Vilaine.

### **ARTICLE 3 : Dérogations aux débits réservés.**

Afin de préserver au maximum les capacités des usines d'eau potable :

- les usagers titulaires d'une autorisation de prélèvement d'eau brute en cours d'eau à des fins de potabilisation sont autorisés à réduire le débit réservé au 1/20<sup>ème</sup> du module et retour au dixième du module si les conditions pluviométriques sont favorables.
  
- le débit réservé de la retenue du Lac au Duc :
  - réduit à 125l/sec dès l'arrêt de la surverse.
  - réduit à un minimum de 250 l/sec (dixième du module) si les conditions pluviométriques sont favorables.
  
- le débit réservé de la retenue de Tréauray :
  - réduit à 130 l/sec, dès l'arrêt de la surverse
  - réduit à un minimum de 260l/sec (dixième du module), si les conditions pluviométriques sont favorables.
  
- le débit réservé du Lac de Guerlédan :
  - réduit à 1,5 m<sup>3</sup>/s, si les cotes touristiques de la retenues prévues au 1<sup>er</sup> mai et au 1<sup>er</sup> juillet, n'étaient plus atteintes ;
  - retour aux 2,5 m<sup>3</sup>/s prévus au cahier des charges de la concession dès l'atteinte de ces cotes
  
- Sur Belle-Ile : Eau du Morbihan est autorisé à prélever dans les 6 vallons dès qu'un écoulement significatif et stable sera observé , y compris aux 3 prises d'eau de secours, sans respecter le débit réservé.

**ARTICLE 4 : Mesures de gestion des ouvrages en liaison avec les milieux aquatiques ou la qualité de l'eau.**

- A l'exception des voies navigables, soumises à dispositions particulières, interdiction de manoeuvrer les vannes pouvant influencer le réseau hydrographique, en particulier les vannes de biefs des moulins. Cette mesure ne concerne pas les barrages ayant pour vocation le soutien d'étiage et/ou l'alimentation en eau potable.
- Interdiction des opérations de maintenance et d'entretien des systèmes d'assainissement des eaux usées (réseaux de collecte et de transport, stations d'épuration) susceptibles d'avoir des impacts sur les milieux récepteurs, parce qu'elles pourraient être de nature à occasionner des rejets d'effluents non-traités ou diminuer les performances épuratoires, à l'exception des cas indispensables au bon fonctionnement des ouvrages et après autorisation délivrée par le Préfet sur proposition du service de police de l'eau ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces opérations devront être signalées au moins 15 jours avant la date programmée pour leur réalisation.
- Interdiction de vidanger les plans d'eau, même disposant d'une autorisation ou d'un récépissé de déclaration au titre du Code de l'Environnement, sauf en cas d'effacement de plan d'eau, et notamment celui de Pont Sal.
- **Mesure spécifique au barrage d'Arzai** : pour anticiper un risque de montée préparée de la concentration en chlorures, le débit seuil de déclenchement des restrictions d'éclusage est remonté à 30 m<sup>3</sup>/s à la date de signature du présent arrêté. Une fermeture de l'éclusage, une à deux journée(s) par semaine, les jours de moindre fréquentation, peut donc être mise en œuvre.

**ARTICLE 5 : Mesures de restriction des usages**

Origine de l'eau prélevée	Mesures de restriction des usages de l'eau à respecter
Eau issue des réseaux publics d'eau potable  ou	Limitation au strict nécessaire des essais de poteaux d'incendie et pour ceux inévitables, réduction maximale des ouvertures à gueule bée.
	Limitation au strict nécessaire des purges de réseau ou des lavages des réservoirs.
	Les installations classées pour la protection de l'environnement doivent respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresse contenus dans leurs arrêtés d'autorisation et sont tenues de renseigner leur registre de prélèvement hebdomadaire. Les mesures du présent arrêté leurs sont de toute manière applicables.
Eau issue des prélèvements superficiels ou souterrains dans le milieu naturel	Interdiction de laver les voitures hors stations professionnelles équipées de système à haute pression ou de recyclage. Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules qui ont une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire...) ou technique (bétonnières...) et pour les organismes liés à la sécurité.
	Interdiction d'arroser les pelouses, massifs floraux, publics ou privés, entre 8 heures et 20 heures.
	Interdiction d'arroser les terrains de sport (stades, golf...) entre 8 heures et 20 heures.
	Interdiction de nettoyer les façades et toitures, sauf pour les professionnels équipés de lances à haute pression.

	Interdiction de lavage de la voirie (chaussées, trottoirs, caniveaux...) sauf usage de balayeuses automatiques ou impératifs sanitaires.
	Interdiction de lavage et rinçage des navires de plaisance, voiliers, sauf pour les opérations liées au carénage des navires sur des zones appropriées.
	Interdiction de remplir les piscines familiales à usage privé, sauf lorsque ce remplissage est lié à la sécurité de l'ouvrage ou des utilisateurs, sauf lors de la première mise en service pour réception de travaux.
	Interdiction de procéder à une vidange de piscine recevant du public, sauf par mesure sanitaire justifiée par l'agence régionale de santé. La vidange annuelle devra être réalisée une fois le présent arrêté abrogé.
	Fermeture des fontaines publiques qui ne disposent pas d'un circuit fermé pour l'eau.
	Interdiction de remplir les plans d'eau, hors plan d'eau d'irrigation à partir de forages dûment autorisés.
	Interdiction de l'irrigation agricole entre 11 heures et 18 heures sauf pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'irrigation de légumes en maraîchage et cultures spéciales (horticoles, pépinières, médicinales, aromatiques) en plein champ ou sous serres, quel que soit l'origine de l'eau et le mode d'irrigation ;</li> <li>- l'irrigation des légumes industries à partir des plans d'eau autorisés.</li> </ul>

#### **ARTICLE 6 : Mesures de restriction des activités sportives en cours d'eau**

Compte-tenu d'une lame d'eau faible et afin de préserver les frayères toutes les activités sportives sur cours d'eau sont soumises à autorisation préalable du service police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer.

#### **ARTICLE 7 : Dérogation aux prescriptions de l'article 4**

Les présentes restrictions ne sont pas applicables aux prélèvements effectués au titre de la protection contre les incendies.

#### **ARTICLE 8 : Dispositions complémentaires**

En dehors des mesures planifiées prévues dans le présent arrêté et notamment en cas d'aggravation de la situation ou d'événements susceptibles d'entraîner une pénurie, le Préfet peut prendre toute autre mesure nécessaire à la préservation de la ressource et à la continuité du service public d'eau potable.

#### **ARTICLE 9 : Champ d'application**

Dans un souci de solidarité, les mesures s'appliquent sur l'ensemble du département du Morbihan.

Chaque usager doit porter une attention toute particulière à ses besoins et limiter au strict minimum sa consommation.

D'une façon générale, le maire de la commune pourra mettre en œuvre des opérations dans le but d'afficher dans les lieux publics des rappels de mesures d'économie d'eau.

Le maire de la commune pourra à tout moment prendre par arrêté municipal des mesures de restriction plus contraignantes et adaptées à une situation locale en fonction des ressources en eau du territoire communal, en application du code général des collectivités territoriales, sur le fondement de la salubrité et de la sécurité. Ces arrêtés seront envoyés pour information à la MISEN.

Ces arrêtés seront envoyés pour information à la Mission Inter-services de l'Eau et de la Nature (MISEN) du Morbihan.

**ARTICLE 10 : Durée**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de sa date de signature.

Les mesures de restriction sont prescrites jusqu'au 30 juin 2017, sauf dans le cas où l'état de la ressource justifierait de nouvelles mesures.

Elles pourront être rapportées avant cette date si la situation d'alerte est levée sur l'ensemble du département du Morbihan.

**ARTICLE 11 : Sanctions**

Le non respect des mesures contenues dans le présent arrêté est puni d'une peine d'amende prévue par le code pénal.

**ARTICLE 12 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté fera également l'objet d'une publication sur le site Internet des services de l'État du Morbihan et sur le site PROPLUVIA du Ministère en charge de l'écologie.

**ARTICLE 13 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

**ARTICLE 14 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, les sous-préfets des arrondissements de Lorient et Pontivy, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé Bretagne, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Morbihan, le directeur départemental de la sécurité publique du Morbihan, le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité du Morbihan, les maires des communes du département du Morbihan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vannes, le 28 AVR. 2017

Le Préfet,



Raymond LE DEUN